

# *Lettre de l'Europe de l'Est*

## *Le retour de l'histoire*

JACQUES RUPNIK

La Révolution de 1989 et la chute du système communiste ont été présentées par certains esprits outre-Atlantique comme la « fin de l'histoire ». En Europe du Centre et de l'Est elle est vécue comme le retour de l'histoire. Et ce dans les deux sens du terme : 1) « L'histoire que l'on avait artificiellement arrêtée s'est remise en marche », avait dit Havel pendant la « révolution de velours » à Prague. Après une glaciation de près d'un demi-siècle l'Europe centrale est de retour dans le paysage européen ; 2) Sous le communisme on disait que le plus difficile à prévoir c'était le passé. Aujourd'hui l'histoire est redevenue un enjeu intellectuel et politique majeur pour les nations de l'autre Europe.

La Révolution de 1989 est sans doute la première dans l'histoire à ne pas se proclamer porteuse d'un nouveau projet de société. Sa référence explicite c'est à la fois le modèle occidental et la tradition précommuniste. A la différence, par exemple, du Printemps de Prague de 1968, qui se présentait comme un nouveau modèle dépassant les tares du stalinisme oriental et du capitalisme occidental, la Révolution de 1989 n'a pas formulé sa propre théorie de la transition. Les révolutions du passé étaient portées par des changements sociaux qui leur étaient antérieurs. Celle de 1989 doit *a posteriori* créer les conditions de l'émergence de sa propre base sociale. Enfin et surtout, la clef pour comprendre l'Europe du Centre-Est postcommuniste c'est qu'il s'agit d'une *révolution-restauration*.

Restauration de la souveraineté nationale, de l'Etat de droit, des libertés publiques, de la propriété privée et de l'économie de marché. Havel se coule dans le personnage de Tomas Masaryk ; Walesa dans celui de Pilsudski. Dans les Balkans, où la tradition démocratique est moins enracinée et les nouvelles directions moins légitimes, on évoque le retour possible de Michel de Roumanie, de Siméon de Bulgarie, de

Léka I<sup>er</sup> d'Albanie. Après son élection au suffrage universel Lech Walesa a reçu les insignes de chef de l'Etat non de Jaruzelski (même pas invité à la cérémonie), mais du chef du Gouvernement polonais établi à Londres pendant la guerre. Aujourd'hui, la III<sup>e</sup> République polonaise se situe explicitement dans la continuité de la Seconde République d'avant-guerre.

On voudrait ne garder aucune trace d'une expérience qui a profondément marqué toute la société. D'où cet acharnement dans l'effacement des symboles de l'Ancien Régime et ce besoin de rétablir même symboliquement une continuité rompue. Les monuments déboulonnés, les anciens noms de rues rétablis ne sont que les signes extérieurs de la quête d'un passé « utilisable » dont la force est proportionnelle à la fragilité de l'identité nationale et l'incertitude totale devant l'avenir. Une révolution aussi radicale dans sa rupture démocratique avec le totalitarisme qu'elle est « conservatrice » dans son désir de renouer avec le passé. Comme le note Daniel Sibony « le vent d'Est suggère que ce que l'on appelle angoisse devant l'avenir est bien souvent une angoisse devant le passé : il était gelé, silencieux, et le voilà qu'il bouge... Et pourtant l'avenir ne peut bouger que si le passé bouge » (Leçons d'Est, *Libération*, 15 mars 1990).

Si la quête est bien réelle, la continuité, elle, est souvent fictive. On est tenté de parler d'« invention d'une tradition » c'est-à-dire, selon l'historien anglais Eric Hobsbawm, de « réponses à des situations nouvelles qui prennent la forme d'une référence à une situation ancienne ». Partout on voit réapparaître les partis politiques « historiens » d'avant-guerre tels que la *endecia* (démocratie nationale) et le PPS (Parti socialiste) en Pologne, le parti des petits propriétaires et le Parti social-démocrate en Hongrie, mais sans aucune assise dans l'électorat. « Le problème des partis historiques, dit non sans humour Janos Kis, le leader de l'Alliance des Démocrates libres (issue de la dissidence) à Budapest, c'est qu'ils n'existaient pas dans le pays il y a à peine deux ans. »

La reconstitution d'une culture politique passe donc souvent par la recherche d'antécédents et le choix d'un passé. En Tchécoslovaquie, c'est la référence obligée à la République de Masaryk de l'entre-deux-guerres. En Hongrie la période « faste » est celle du dualisme austro-hongrois entre 1867 et 1918. On rétablit une filiation intellectuelle à la démocratie libérale en se référant moins à la Révolution de 1948 qu'à des penseurs et hommes politiques tels que le baron Etvös (le Tocqueville hongrois), Oscar Jaszi (qui aurait voulu être en 1918 le Masaryk hongrois), jusqu'à Istvan Bibó dont l'essai sur la *Misère des petites nations d'Europe de l'Est*, écrit à la fin de la deuxième guerre mondiale, reste la référence première pour la nouvelle élite politique hongroise.

Partout en Europe centrale la sortie du communisme se fait sous le mot d'ordre du « retour en Europe ». C'était le slogan électoral du Forum civique en Tchécoslovaquie et toutes les élections du printemps 1990 furent vécues à l'Est comme un examen de passage européen. Chaque jour, note avec ironie l'historien polonais Jerzy Jedlicki, la presse de ces

pays apporte maints repères précis de ce qu'implique le retour en Europe : « Nous retournons en Europe parce que nous nous attendons à ce que la Pologne entre au Conseil de l'Europe. Cependant nous ne pouvons revenir en Europe tant que nos villes sont sales, que nos téléphones ne marchent pas, que nos partis politiques sont réactionnaires et provinciaux et notre mentalité "soviétisée". L'Europe est un critère, un but, un rêve. »

Comment après une coupure d'un demi-siècle recoller à l'Europe. Vieux dilemme de l'Autre Europe de nouveau écartelée entre son identification historique à la culture européenne (médiévale, baroque, celle des Lumières) et des modèles politiques occidentaux et les réalités de son « arriération » économique ou sociale. Paradoxalement l'expérience communiste a renforcé l'attachement à l'identité culturelle européenne tout en creusant le fossé socio-économique entre les deux Europes. Ce que certains à la Libération avaient accueilli comme une salutaire rupture modernisatrice a débouché sur une « déseuropéanisation ».

Le dilemme de l'Europe centrale donne une impression de déjà vu. Combien de fois dans leur histoire ces nations ont-elles rêvé l'indépendance, proclamé l'avènement de la démocratie et l'entrée dans la modernité occidentale ? Quand Michnik présente le dilemme de la période actuelle comme le choix entre la démocratie européenne et le national-populisme on ne peut s'empêcher de retrouver là les débats du XIX<sup>e</sup> siècle entre ceux qui préconisaient le « rattrapage » et l'imitation de modèles occidentaux et ceux qui y voyaient une promesse illusoire et une menace pour l'identité nationale. En méditant sur le dilemme actuel les intellectuels d'Europe centrale sont amenés non seulement à mesurer l'ampleur des dégâts de la période communiste, mais aussi à s'interroger sur leur « européenité » d'avant le communisme, ce que le sociologue hongrois Elemer Hankiss appelle la « névrose de l'arriération ».

De la réappropriation de l'histoire on passe donc à une relecture de l'histoire à commencer par la plus récente. Comment rendre compte de l'expérience du totalitarisme nazi puis communiste en Europe centrale ? Quand la tragédie a-t-il commencé ? Qui est responsable ? Les nations, comme les individus, ont besoin de pouvoir se regarder dans la glace à l'aube d'une ère nouvelle. Les historiens sont ce miroir. Ils sont les psychanalystes de leurs nations dont l'histoire est le subconscient.

L'enjeu des débats historiques qui ne font que commencer est par conséquent considérable et personne n'est sûr de sortir indemne de cette remise en cause. L'ancienne Allemagne de l'Est est sans doute le cas le plus difficile. Elle n'a pas connu le *Historikerstreit* mené en RFA sur la place du nazisme dans l'histoire allemande. Et elle commence à peine à s'interroger sur l'expérience communiste à laquelle la société n'a pas résisté comme en Pologne, en Hongrie ou en Tchécoslovaquie.

Lorsque, à Moscou, Léonid Abalkine, directeur d'institut de l'Académie des Sciences devenu vice-Premier ministre, déclare à la *Komsomolskaia pravda* (février 1989) que les historiens futurs considéreront « notre civilisation en béton comme des excréments de la civilisation » et qu'il faudra

plus de vingt ans pour corriger soixante-dix ans d'absurdités, il dit en fait que le communisme a fait perdre un siècle à la Russie. Au-delà du travail que mènent les historiens comme Afanassief et l'Association Mémorial sur les crimes du régime stalinien et poststalinien, on est frappé en écoutant les débats moscovites par le constat suivant. Pour les nations de la périphérie de l'empire l'effondrement du communisme est une libération. Pour les Russes, elle est aussi vécue comme une humiliation.

Partout recherche dans l'histoire le « péché originel ». La réponse a, on l'aura deviné, une forte charge politique, car elle pose le problème de la responsabilité. En Tchécoslovaquie faut-il remonter à 1968 (les Russes), à 1948 (les communistes), à 1938 (le lâchage des Occidentaux), à 1918 (le nationalisme, l'Etat-nation en Europe centrale est-il une chimère ?). On le voit le débat historique est éminemment politique.

L'historien doit fournir à la nation les termes, les repères pour penser l'Ancien Régime. En cela sa tâche ressemble à celle de l'historien français devant ce que H. Rousso a appelé « le syndrome de Vichy ». Comment poser le problème de la collaboration et donc de la purge ? Comment répondre à la demande sociale de justice ? Comment reconstruire une identité nationale après une « parenthèse » totalitaire d'un demi-siècle. En France il a fallu plus de trente ans (le départ du général de Gaulle et le déclin du PCF) pour qu'une nouvelle génération d'historiens aborde le problème. En Europe centrale la réflexion sur le « syndrome de Vichy » ne fait que commencer.